

### I. — Les perspectives de la bourgeoisie française.

*Internationalement:* la bourgeoisie française a perdu la guerre, elle ne peut se rétablir que sur le dos des masses, et encore ne peut-elle le faire aujourd'hui qu'avec l'aide de la bourgeoisie anglo-saxonne. Celle-là, en effet lui offre son aide — surtout sous la forme d'un emprunt de milliards — et elle demande en échange l'alignement de la France dans le front unique de tous les impérialismes contre l'Union soviétique. La bourgeoisie française est décidée à payer ce prix, parce que, dans sa situation actuelle cela constitue la seule voie pour conserver son pouvoir de classe, son profit de classe aux frais des masses françaises.

*Nationalement:* pour se rétablir aux frais des masses françaises, la bourgeoisie française doit en définitive s'orienter sur l'établissement d'une dictature capitaliste ouverte. Car, dans leur ensemble, les sacrifices gigantesques dont la bourgeoisie française a besoin pour son rétablissement, ne peuvent être imposés à longue échéance aux masses bouleversées par les six premières années de guerre par les seules méthodes de la démocratie bourgeoise. La logique objective de sa lutte pousse la bourgeoisie française dans cette direction, sa couche dirigeante du capitalisme monopoleur voit cela clairement et elle en déduit la stratégie et la tactique capitaliste.

Ce serait une faute de ne voir l'offensive du coup d'état capitaliste que lorsqu'elle se développera ouvertement, au lieu de la reconnaître dans ses premiers pas et de la combattre tout de suite, dès ses débuts, d'une façon claire, consciente et méthodique.

Tout d'abord et avant tout la direction capitaliste monopoleuse de la bourgeoisie française est consciente qu'elle ne peut mener son plan stratégique que par une *série d'étapes tactiques*. Elle voit d'autant plus clairement que son but stratégique exige une ligne tactique, et que cette dernière doit garder le plus longtemps possible et pour les vaincre en fin de compte dans les meilleures conditions.

Séparer la S.F.I.O. de l'alliance avec le parti stalinien, isoler les staliens, voilà le *but de la première étape tactique* de la classe capitaliste française. Par le levier de l'emprunt de milliards, la bourgeoisie des U.S.A. la pousse dans la même direction.

En aucun cas ce procédé de passage de la dictature capitaliste cachée par un voile démocratique, à la forme ouverte ne durera aussi longtemps qu'en Allemagne après la première guerre mondiale, où ce procédé, après les préparations 1918-1923 traînèrent encore pendant 10 ans. La crise du système capitaliste s'est con-

sidérablement approfondie, s'approfondit de plus en plus, une nouvelle crise de l'économie mondiale est en marche, beaucoup plus grande, plus terrible qu'en 1929. Seul l'accomplissement de la deuxième guerre mondiale impérialiste non encore terminée, seule la guerre de tous les impérialismes contre l'Union soviétique peuvent à nouveau accroître quelque peu la marge du profit capitaliste. Les bandits impérialistes des U.S.A. et d'Angleterre ne peuvent ajourner trop longtemps cette action finale, leur plan est de la faire « jouer » pour leur compte avant tout par l'Allemagne et le Japon « démocratisés » (à la manière capitaliste). En aucun cas ils ne peuvent attendre 21 ans comme de 1918 à 1939. Les six années passées de la deuxième guerre mondiale impérialiste ont seulement accentué la crise du système capitaliste, ces facteurs raccourcissant inexorablement les délais d'action pour la bourgeoisie mondiale, poussent aussi la bourgeoisie française à mener son offensive dans des délais courts. Dans ce sens l'offensive stratégique de la classe capitaliste française dirigée vers l'établissement de la dictature bourgeoise ouverte, est un danger à court délai.

### II. — La perspective de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière française.

Quelle stratégie ces couches dégénérées et embourgeoisées — dont le P.C. et la S.F.I.O. sont les organisations politiques et la bureaucratie syndicale les courroies de transmission au sein de la C.G.T. — opposent-elles à l'offensive stratégique de la bourgeoisie? Elles craignent encore davantage que la bourgeoisie contre-révolutionnaire, le prolétariat révolutionnaire; davantage que la contre-révolution capitaliste, elles craignent la révolution prolétarienne. Pour cela elles ont fait désarmer les résistants révolutionnaires. Et c'est pour cela qu'elles ont laissé intacte l'essence de l'appareil étatique capitaliste, qu'elles ont laissé subsister la propriété capitaliste dans les secteurs de production essentiels. Elles ont seulement changé sa forme, elles ont mis à la place de la propriété de capitalistes individuels, ou des groupes capitalistes individuels, la propriété de *capitalistes en tant que classe*, propriété concentrée et centralisée par l'état bourgeois, pour présenter cela aux masses comme du « socialisme » ou comme « la voie vers le socialisme ». Tout ceci en vue de garder les masses derrière elles, pour continuer à vivre politiquement en parasites sur leur dos, pour se servir de la puissance de lutte des masses en vue d'obtenir des gains matériels pour elles-mêmes, continuant ainsi leur travail d'agents de la bourgeoisie.

Bien entendu les petits bourgeois de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières veulent garder leur « part du pouvoir (capitaliste) », leur « part du pot (capitaliste) ». Ils cherchent donc à assurer leur position *petite bourgeoisie* par des *moyens petits bourgeois*. C'est en fonction de cela avant toute autre chose que cette couche petite bourgeoisie mène la lutte autour de la Constitution. Sans doute la constitution capitaliste et démocratique qu'elle a fait passer dans la Constituante, et qui a été mise aux voix le 5 mai, était en comparaison de celle (démocratique-bourgeoise) de 1875 en tout et pour tout un pas en avant (avant tout par l'éloignement du Sénat et des privilèges du président). Pour autant que des décisions qui ne sont que des chiffons de papier, peuvent en général avoir quelque efficacité, la constitution démocratique bourgeoise de mai 1946 opposait à l'offensive de la bourgeoisie française, qui se préparait à écarter la démocratie bourgeoise et à établir la dictature bourgeoise ouverte des obstacles plus forts que la constitution de 1875.

Il s'agissait avant tout pour le P.C.F., cette filiale du nationalisme stalino-russe en France, d'amasser les obstacles les plus forts possibles (en papier), par cette voie (petite-bourgeoise-démocratique), contre un alignement de la France capitaliste dans le front de tous les impérialismes contre l'Union soviétique.

Que la victoire finale de la contre-révolution capitaliste ne puisse en aucun cas être arrêtée par une politique de coalition, par un front national, par un front « populaire », par une collaboration avec la bourgeoisie ou avec des parties de celle-ci, par une politique dans le cadre national étroit, enfin par une politique réformiste, cela les bureaucrates et aristocrates ouvriers dégénérés sont incapables de le comprendre. Sinon il leur faudrait cesser d'être ce qu'ils sont du point de vue de classe: des petits bourgeois. Même l'expérience concluante en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en France (1936-1939) n'y change rien, car la politique de ces couches est causée par ces intérêts petits-bourgeois. Et ces derniers ne permettent à la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière en tant que « masse » que cette politique petite-bourgeoise, contre tous les enseignements de la théorie, contre toutes les expériences de l'histoire.

### III. — Les perspectives de la classe ouvrière française.

Le prolétariat français doit lutter contre l'alignement de la France dans le front de tous les impérialismes contre l'état soviétique. Le prolétariat français doit lutter contre l'offensive économique et politique con-